

Pascal Lamy : « Le protectionnisme ne protège plus »

RICHARD HIAULT (HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=115) | **FRANÇOIS VIDAL (HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=202)** | Le 09/12 à 06:00 | Mis à jour à 10:00



Pascal Lamy : « Le protectionnisme ne protège plus » - Eric Garault / Pasco

Quel regard portez-vous sur la montée en puissance des partis populistes dans plusieurs pays européens ?

Cela n'a rien de surprenant quand on connaît l'histoire de l'Europe depuis un siècle et demi. La crise économique a fait beaucoup de mal économiquement et socialement un peu partout sur le continent. Et ce à un moment où l'Etat providence peine à jouer son rôle et à maîtriser les conséquences sociales des transformations en cours de nos systèmes productifs. Dans ces conditions, que nous avons connues dans les années 1930, il n'est pas

étonnant qu'une demande politique s'exprime pour revenir à un ordre autoritaire ancien fantasmé avec une forte dimension xénophobe. Ce qui est surprenant, c'est qu'on s'en étonne.

PUBLICITÉ

Ce phénomène n'est-il pas lié à un rejet croissant de la mondialisation ?

Je crois d'abord que c'est un phénomène essentiellement occidental. On en voit certes des manifestations ailleurs - il suffit d'écouter, MM. Modi en Inde, Erdogan en Turquie ou Duterte aux Philippines - mais, au fond, il ne concerne que 1 milliard d'individus sur les 7 milliards qui peuplent cette planète, et encore, seuls 20 à 30 % de ce milliard se voient comme des victimes de la mondialisation. Ensuite, cette poussée se traduit différemment selon les pays - Brexit au Royaume-Uni, Mouvement 5 étoiles en Italie, Trump aux Etats-Unis, Front national ou extrême gauche en France. Et puis, pour ramener le débat à ce qu'il est vraiment, c'est-à-dire une réaction à une transformation rapide de nos économies, il faut remplacer le mot « mondialisation » par « capitalisme ». Ce n'est pas politiquement correct, mais cela rend les choses analytiquement beaucoup plus claires. Que le capitalisme soit efficace mais ait un problème social fondamental, ce n'est pas une grande découverte. Or la mondialisation n'est jamais qu'un stade du développement du capitalisme, qui provoque des bouleversements considérables, auxquels s'ajoutent les effets de la crise, comme par exemple la perte de leur logement par 10 millions de ménages américains.

Que dire aux victimes de la désindustrialisation dans les pays occidentaux ?

Que ce n'est pas à cause de la mondialisation ou, alors, il faut dire encore une fois qu'il s'agit des travers traditionnels du capitalisme. La désindustrialisation est un phénomène compliqué et inéluctable. Certains pays la gèrent bien, d'autres moins. Cela dépend d'abord du niveau de l'Etat providence. Elle est forcément plus pénible aux Etats-Unis, où on redistribue 35 % du PIB, qu'en Europe, où on est plutôt autour de 55 %. Les 20 points de différence ne sont pas toujours bien utilisés, mais constituent un amortisseur. Maintenant, si on a deux fois plus de chômeurs en France qu'en Allemagne, c'est avant tout parce qu'on s'y prend moins bien pour gérer notre marché du travail, notre système de formation ou les relations syndicats-patronat.

Un débat a lieu pour savoir s'il faudrait réduire ou, à l'inverse, accroître le poids de l'Etat providence pour sortir de cette crise...

Le problème actuel de l'Etat providence, c'est la question de la fuite d'efficacité. Pourquoi marche-t-il mieux en Suisse ou en Suède que chez nous ? Parce que la solidarité, ça marche avec la proximité. Plus la communauté est grande, plus la solidarité génère des comportements opportunistes. En Suisse, où j'ai vécu pendant quelques années, le respect de l'ordre social est beaucoup plus fort. Que notre système social ait un rendement insuffisant, c'est sûr. Mais faut-il réduire ou mieux dépenser cet argent ? La réponse réside, je crois, au niveau local, dans la décentralisation.

Le retour du protectionnisme marque-t-il la fin de la mondialisation ?

C'est farfelu ! Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les chiffres. Est-ce que les échanges internationaux décroissent ? Non, ils sont en train de croître moins vite que par le passé. Or ce ralentissement est lié notamment au fait que le processus de l'extension des chaînes de production, qui a beaucoup gonflé les volumes du commerce mondial, atteint, momentanément probablement, des limites. Cela n'a rien ou fort peu à voir avec la montée du protectionnisme.

Mais les discours politiques, eux, sont de plus en plus protectionnistes...

Il suffit d'écouter Donald Trump, Arnaud Montebourg ou d'autres pour s'en rendre compte. Mais ce qui importe est de savoir s'ils se traduisent en actes. Il y a un risque bien sûr. Mais il est contrôlable. On peut y faire face en traçant des lignes dans le sable pour dire ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas. D'autant que le protectionnisme ne protège plus, il ne faut pas l'oublier. Si Donald Trump met un droit de douane de 45 % sur des iPhone assemblés en Chine et importés aux Etats-Unis, il va détruire cinq fois plus de valeur ajoutée (http://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_valeur-ajoutee.html#xtor=SEC-3168) américaine que chinoise. C'est stupide ! C'est d'ailleurs pour cela qu'il ne le fera pas ! Ce qui protège, c'est de réduire l'insécurité sociale.

Vous revenez d'un séjour en Chine. Quelle perception y a-t-on du discours du nouveau président américain ?

Les responsables politiques estiment que, si les Etats-Unis se retirent d'Asie, c'est plutôt une bonne chose pour la Chine. Les dirigeants économiques, eux, sont beaucoup plus inquiets, évidemment. Pour autant, je ne crois pas qu'il y ait de quoi crier au loup aujourd'hui. Donald Trump est d'abord une menace pour l'environnement, pour la sécurité ensuite et, enfin seulement, pour l'économie. Parce que si la ligne donnée par les Américains sur leurs anticipations climatiques change fortement, cela impactera tout le monde. De la même manière, si le nouveau président continue à provoquer les Chinois ou remet en question l'accord avec l'Iran, les tensions internationales risquent de monter.

Mais, en matière économique et commerciale, la globalisation est largement faite. Les systèmes de production de biens et de services, et les flux d'échange sont tellement imbriqués que les risques d'un retour en arrière sont, à mon sens, limités.

La Chine fête cette année les quinze ans de son entrée à l'OMC. Faut-il lui accorder le statut d'économie de marché ?

Le vocable d'économie de marché est hors de proportion avec le sujet. Ce qui est en jeu dans cette affaire, c'est le référentiel de prix à retenir lors d'une procédure antidumping concernant la Chine. Cela ne concerne qu'une infime partie des échanges commerciaux. En fait, la question revient à décider si on sort ce pays de son ghetto d'économie communiste ou non. La Commission européenne propose de le faire. Mais, en contrepartie, elle renforce son arsenal antidumping, qui lui donnera plus de marge qu'auparavant. J'espère que le Conseil des ministres des Affaires étrangères et le - Parlement européen adopteront cette proposition. Les Américains, eux, ne donneront pas le statut d'économie de marché à la Chine. Politiquement, le gouvernement des Etats-Unis est aujourd'hui dans l'incapacité de faire passer un autre choix au Congrès. La Chine lui intentera un procès à l'OMC.

Les règles de l'OMC doivent-elles être changées ?

Elles doivent bien sûr être ajustées et amendées. Le cycle de de Doha était prévu pour cela. Mais il est encalaminé. Dans certains domaines, des erreurs stratégiques ont été faites. C'est le cas du régime des subventions, beaucoup trop lâche, dont profite la Chine. Les Européens, les Japonais et les Américains ont commis l'erreur de ne pas resserrer les mailles du filet à l'OMC sur ce plan. Sans doute parce qu'ils avaient, eux aussi, des pratiques pas toujours très recommandables. De même, dans un monde globalisé, les règles relatives aux restrictions à l'exportation de certains produits devraient être plus sévères pour limiter les abus. La Chine, et d'autres restreignent trop leurs exportations de terres rares, par exemple, vitales pour les industries américaines, européennes ou japonaises.

Avez-vous le sentiment que la Chine est bien placée pour profiter de la politique commerciale à venir de Donald Trump ?

Le gouvernement chinois proclame qu'il va reprendre le flambeau du libre-échange aux Etats-Unis. Le dire est une chose, le faire en est une autre. La Chine n'a quasiment pas ouvert son économie, au sens commercial du terme, depuis son accession à l'OMC. Si elle a payé beaucoup plus cher que les autres son adhésion, elle vit depuis quinze ans sur ce ticket d'entrée. Entre le discours politique de Xi Jinping et la réalité, le hiatus reste à combler.

Est-ce un double langage ou une incapacité à réformer ?

Le premier découle du second. La difficulté à réformer est le principal problème du président, qui réclame plus de pouvoir pour s'y atteler. Mais, en dehors de la lutte anticorruption, rien de bien visible à ce stade. Notamment du côté des entreprises d'Etat. C'est un obstacle majeur à une plus grande ouverture du marché chinois.

Washington a-t-il raison d'accuser la Chine d'utiliser l'arme monétaire ?

Donald Trump va surement déclarer la Chine comme pays manipulant sa monnaie. Même si ce n'est pas le meilleur moment pour le faire. Si vous regardez l'évolution du taux de change effectif réel pondéré du yuan, il est stable depuis 1990 au même titre que l'euro et le dollar. En 1998, toutes les monnaies asiatiques ont dévissé, à l'exception du yuan. Je n'ai jamais pensé que la Chine pouvait manipuler sa monnaie pour des raisons de compétitivité sans en payer le prix assez vite. Pratiquer la dévaluation compétitive est d'un autre âge. Les fonctionnaires du Trésor américain vont devoir trouver une formule démontrant que seule la Chine sous évalue sa monnaie. Ils devront être ingénieux pour ne pas attraper au passage le yen japonais, le won sud-coréen et le franc suisse.

Si l'on en vient à la situation politique en France, comprenez-vous la non-candidature de Francois Hollande à la présidentielle de 2017 ?

J'ai forcément beaucoup pensé à Jacques Delors en 1994. C'était avant. François Hollande, c'est après. L'explication relève, je crois, de la psychanalyse et de la théorie des deux corps du roi. La charge psychique de cette fonction présidentielle est excessive. Il est impossible d'être un président normal. De Gaulle et Mitterrand n'étaient pas des gens normaux. Pour être président de la République française, il faut se prendre pour de Gaulle ou pour Mitterrand. La barre est très haute.

Faut-il réformer la Constitution ?

On ne le fera pas, je le crains. On ne reviendra pas sur cette forme de dumping démocratique qu'est l'élection présidentielle au suffrage universel direct. Nous avons une révérence pour les référendums, les plébiscites et les élections directes. Cela nous vient de notre histoire. C'est la composante bonapartiste du peuple français. Nous devons vivre avec cette malédiction dénoncée par Pierre Mendès France qui veut que le chef de l'Etat soit un monarque magicien et élu.

Le Parti socialiste a-t-il encore un avenir et Manuel Valls est-il le mieux placé pour défendre ses couleurs en mai prochain ?

François Hollande s'est bien gardé de choisir entre ses successeurs potentiels à gauche. Je m'attends d'ailleurs à un fort rebond de sa popularité du fait de sa déclaration de la semaine dernière. Peut-être, dans dix ans, dira-t-on que le succès de François Hollande est d'avoir lancé Manuel Valls et Emmanuel Macron, qui incarnent deux versions modernes du socialisme. La gauche française est dans une mauvaise passe. Elle la surmontera.

La France est candidate à l'Exposition universelle de 2025, projet dont vous êtes chargé en tant que délégué interministériel. Quel est l'intérêt d'une telle manifestation pour le pays ?

C'est une occasion de faire briller l'étoile de la France dans le firmament international, d'accueillir 40 millions de visiteurs, de renouer avec une tradition qui a laissé de belles traces dans les mémoires. C'est aussi une occasion de se projeter dans l'avenir puisque le thème retenu, grâce aux jeunes que nous avons consultés, est « la connaissance à - partager, la planète à protéger ». Le projet permettra, pour les Franciliens, d'accélérer le métro du Grand Paris et de mettre enfin en service une liaison express entre l'aéroport Charles-de-Gaulle et le centre de la capitale. Paris est une des rares métropoles internationales à disposer d'un grand hub aérien qui n'est pas relié directement à son centre. Un comble alors que la France est la première destination touristique mondiale. Il nous reste désormais à mettre au point le dossier technique d'ici à septembre 2017. Le « business plan » à monter est de l'ordre de 2 à 3 milliards d'euros, qui sera essentiellement à la charge des entreprises qui financeront cette opération et qui ont été mobilisées par l'association ExpoFrance 2025 pour soutenir la candidature.

Richard Hiault et François Vidal, Les Echos

@RHIAULT (<https://twitter.com/RHIAULT>)

Suivre - **@Vidal110**

(<https://twitter.com/Vidal110>)

Suivre

(javascript:void(0);)